



La lettre de l'Afrique

www.lalettredelafrique.fr

N° 29 Janvier 2012

La lettre de l'Afrique est une publication mensuelle d'actualité

Sommaire

Nigeria
Violences, tensions et perspectives

Entretien avec
Louis Dominici
Ancien ambassadeur de France

Egypte
L'Assemblée nationale, l'armée et le peuple

Sénégal
Changement ou continuité ?

Télégrammes

LES CAHIERS DE L'AFRIQUE



Revue trimestrielle d'étude et de réflexion sur le monde africain
www.lescahiersdelafrique.fr

COUPE DES NATIONS



La CAN a commencé

La Coupe d'Afrique des Nations (CAN) a commencé le 21 Janvier à en Guinée Equatoriale, au stade de Bata, et s'achèvera le 12 février au Gabon, au stade de l'amitié à Libreville.

Les deux pays organisateurs ont ainsi répondu avec succès au premier défi, qui était de réaliser à temps les équipements sportifs et d'accueil nécessaires, et de lancer dans de bonnes conditions la grande compétition africaine.

Les responsables sportifs du Gabon et de Guinée équatoriale ont maintenant l'espoir que les deux équipes nationales apporteront elles aussi la meilleure contribution à la renommée de leurs pays respectifs. La perspective de la compétition et le poids des enjeux ont entraîné des remous pour la direction des joueurs.

Le sélectionneur allemand de l'équipe gabonaise, critiqué l'été dernier, est finalement resté en place. Le sélectionneur français de l'équipe de Guinée équatoriale a quant à lui décidé de partir fin décembre, et a été remplacé par un Brésilien.

É
D
I
T
O

Diversité

Les événements qui se produisent en Afrique illustrent la diversité des situations des différentes régions du continent, comme des pays qui les composent.

Ce qui se passe en Tunisie peut difficilement être assimilé à ce qui advient en Egypte, même si dans les deux cas des mouvements populaires sont à l'origine du début des changements. Quant à la Libye, l'intervention militaire de l'OTAN y a été déterminante. Le pouvoir algérien et certainement une partie de ses opposants, y trouvent une raison supplémentaire de chercher un autre chemin.

Le Maroc avance sur une ligne autonome.

De leur côté, les populations des pays africains intertropicaux se montrent actuellement plus intéressées par le développement économique et social que par les mouvements politiques et même par les jouets électoraux, dont elles semblent attendre peu. Mêmes les crises politiques qui ont opposé ou opposent chrétiens et musulmans, de façon massive au Soudan et de façon encore limitée au Nigeria, recouvrent des conflits pour les terres ou pour les ressources du sous sol.

A l'autre extrémité du continent, l'Afrique du Sud poursuit sa propre voie de croissance interne et d'affirmation de son rang de première puissance régionale.

CPI

Une africaine procureur

Une Gambienne, Fatou Bensouda, a été élue en décembre procureur de la Cour Pénale

Internationale. Elle prendra ses fonctions en juin 2012.

NIGERIA : violences, tensions et perspectives

Les affrontements meurtriers qui viennent de se produire entre des chrétiens et des musulmans dans le centre du Nigeria, éveillent le souvenir des graves conflits ethno-religieux d'un passé encore récent et font craindre l'apparition de tensions violentes entre les deux grands groupes religieux et par voie de conséquence entre le nord et le sud du pays, où ces deux groupes sont respectivement installés à titre principal.

Les risques sont grands. Mais la présentation plus ou moins explicite, en Europe et en Amérique du nord, des derniers incidents, comme signes d'une incompatibilité fondamentale entre Islam et Chrétienté, ne peut pas convenir à ceux qui, au Nigeria comme

dans la communauté internationale, attachent du prix à la spiritualité et à travers elle à la paix. La question centrale aujourd'hui pour la solidité du Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique, est celle du progrès économique et social et de sa juste répartition.

Des affrontements au centre

C'est dans l'état du Plateau, au centre du pays, dans la zone dite du « middle belt », qu'ont eu lieu les principaux événements. Plusieurs dizaines de morts et de blessés en novembre, puis plus d'un millier de morts en janvier en l'espace de quelques jours. L'initiative est attribuée aux musulmans et en particulier à une organisation qui milite pour la vraie foi, réclame l'application de la



Charia et dénonce l'impureté des influences occidentales. Les autorités de l'état fédéré et de l'état fédéral ont rétabli le calme. Mais le climat reste tendu, sur fond de pauvreté et de chômage, et où notamment des différends pour les terres entre chrétiens et musulmans dégénèrent trop facilement en conflits inter ethniques ou inter religieux.

Beaucoup de Nigeriens et d'observateurs extérieurs craignent une reprise puis une extension des violences...

(suite page 2)

Nigeria : violences, tensions et perspectives (suite)

La pauvreté

La situation du Nigeria est aussi difficile que compliquée. La première difficulté, comme indiqué plus haut est celle du sous développement. La croissance est forte (7% en 2011) mais le retard est considérable. Le fait que le pays soit le premier exportateur de pétrole africain ne suffit pas à porter sur l'ensemble du vaste territoire national, le développement accéléré nécessaire à une population de 162 millions d'habitants, qui ne dispose pas en moyenne de deux dollars par tête et par jour, et où cette pénurie est de plus très inégalement répartie.

L'agriculture et avec elle l'élevage, qui occupent plus de 40% de la population sont loin de fournir le bien être à la majorité de ceux qui y travaillent. Les villes nombreuses et poussées trop vite - la principale Lagos compte plus de dix millions d'habitants - concentrent des masses pauvres et des potentialités d'explosions so-

ciales. C'est sur ce terrain que peuvent se développer de manière très conflictuelle les faces économiques et sociales, ethniques ou religieuses. Les récents affrontements inter religieux dans les territoires de contact entre musulmans et chrétiens, ont précisément pris forme dans ce contexte.

Le Nord et le Sud

Considéré dans son ensemble, le Nigeria apparaît grosso modo divisé en deux grands ensembles, de surface et de population presque équivalentes : 50% de musulmans essentiellement dans la moitié nord, plus de 40 % de chrétiens essentiellement dans la moitié sud, avec une interpénétration complexe dans la bande médiane est ouest, et enfin des minorités diverses, animistes ou appartenant à d'autres religions notamment asiatiques.

Cette disposition géographique peut nourrir l'hypothèse dramatique d'un conflit nord sud, soit

pour établir le contrôle d'une moitié du pays sur l'autre, soit pour provoquer la partition du pays entre le sud et le nord, à la manière du Soudan.

La paix, la raison et la morale

Les hypothèses de partition, qui reviennent régulièrement dans les médias étrangers, ne conviennent évidemment pas aux autorités nigériennes, à commencer par le Président démocratiquement élu, le Chrétien Jonathan Goodluck. Elles auraient peu de chances de recueillir l'assentiment de la majorité des Nigériens.

Parce que leur réalisation signifierait l'affaiblissement catégorique du Nigeria, par rapport à l'Afrique et par rapport au monde.

Parce que le nord en tout cas, y perdrait la possibilité de bénéficier des ressources pétrolières, qui sont comme on sait concentrées au sud-est dans l'espace du delta du fleuve Niger.



Parce qu'enfin l'engagement de tels bouleversements provoquerait effectivement une guerre civile, que personne, au Nigeria et à l'extérieur, ne peut raisonnablement et moralement soutenir.

Au delà des difficultés du jour, le Nigeria, qui est déjà le géant démographique du continent, a tout pour devenir dans les trente prochaines années, la première puissance économique d'Afrique. Il pourrait alors se placer, par le volume global de son PIB, au dixième rang mondial.



3 questions à

Louis Dominici

Louis Dominici a servi longtemps au Cameroun, en Sierra Leone et au Gabon. Il a eu en outre beaucoup d'occasions de travailler avec des Africains, soit depuis Paris soit dans le cadre des Nations Unies à Rome où il a été ambassadeur auprès de la FAO.

La lettre de l'Afrique :

En France, la relation avec l'Afrique ne paraît toujours pas autant considérée qu'elle devrait l'être. Comment en est-on arrivé là ?

L. Dominici :

En France la question remonte loin. Il y a d'abord eu, lancée il y a trente ou quarante ans, une mode de dénigrement des pays africains et de la relation franco-africaine. Loin des réalités humaines du continent, elle a persisté.

En même temps, il y a eu la priorité donnée à la construction de l'Union Européenne. Les énergies publiques parisiennes se sont tournées vers Bruxelles. De plus, l'idée s'est répandue en France que la coopération avec l'Afrique devenait une affaire européenne : cette théorie extrême a indument servi de prétexte à l'affaiblissement du dispositif diplomatique et de coopération de la France en

Afrique francophone ; elle a provoqué aussi la dissolution du ministère de la coopération. Dans ce contexte enfin, les hommes ont manqué, au fur et à mesure que les grands africanistes de la politique et de l'administration partaient à la retraite, et que les remplaçants se faisaient rares, faute de formation initiale organisée, faute d'accès suffisant à l'expérience de terrain.

LLA : Les communautés françaises en Afrique et les entreprises françaises n'ont-elles pas conservé le lien ?

L. Dominici :

Oui. Et c'est une grande chance pour l'avenir. Les communautés françaises, bien que perdant des effectifs avec notamment la réduction drastique du nombre des coopérants, ont résisté et poursuivi leur action. Les entreprises françaises, soit portées à titre individuel par des résidents français soit constituant des

prolongements de nos grands groupes, ont maintenu leur présence et développé leurs investissements, notamment dans les industries extractives, la production agro-alimentaire, les transports et télécommunications, et les services. Il y a là un gisement de connaissance et de savoir faire qui peut favoriser un retour politique vers l'Afrique.

LLA : Ce retour politique n'est-il pas déjà engagé ?

L. Dominici :

On n'en voit ni déclarations refondatrices ni signes avant-coureurs. Et la campagne prélectorale en cours, loin de clarifier les vues, passe sous silence les vraies questions qui se posent pour nous en Afrique et en Méditerranée. Souhaitons ensemble qu'il en soit autrement dans les semaines et les mois qui viennent.

Sénégal : changement ou continuité ?

L'élection présidentielle prévue au Sénégal le 26 février prochain, va-t-elle produire le changement ou la continuité ?

Le Président Wade dont la popularité a diminué, affrontera des adversaires de poids, mais que leur nombre et leurs divisions handicapent. Le premier tour du 26 février ne devrait donc pas être concluant. Les alliances du deuxième tour le seront.

Un débat constitutionnel préalable

Le Chef de l'Etat a manqué ne pas pouvoir être candidat. Il y a eu débat en effet, sur l'interprétation des dispositions de la constitution stipulant que le nombre de mandats présidentiel est limité à deux. Les opposants de M. Abdoulaye Wade observaient que briguant un troisième mandat, il ne pouvait être admis à concourir. Le Président affirmait le contraire, en faisant valoir que le premier mandat relevait de l'ancienne constitution qui ne limitait pas le nombre des mandats : dans le cadre de la nouvelle constitution, le nouveau mandat recherché était donc le second. La Cour constitutionnelle lui a donné raison.

Un pouvoir contesté

L'usure du pouvoir, le chômage, les difficultés économiques malgré un taux de croissance de l'ordre de 4% et les insuffisances des services publics, à commencer par les coupures d'électricité qui ont

Réactions à Dakar après la validation de la candidature d'Abdoulaye Wade par le Conseil constitutionnel



déclenché des émeutes, ainsi que par ailleurs le regain de troubles en Casamance, ont créé un climat de lassitude et de critique, peu propice à une réélection du chef de l'état sortant. Des voix diverses et de plus en plus nombreuses se sont ainsi élevées dans le pays, pour inviter le Président Wade à se retirer. Un haut représentant du Département d'état des Etats Unis, pourtant traditionnellement proche du pouvoir sénégalais, lui a conseillé publiquement de renoncer et de prendre sa retraite avec les honneurs.

Mais une opposition divisée

Mais le chef de l'état peut utiliser à plein les leviers du pouvoir, et faire valoir l'importance des nouveaux investissements étrangers, notamment français que le Sénégal continue d'attirer. Il compte aussi sur les divisions de ses concurrents. En face de lui, en effet, les principaux dirigeants de l'opposition, au lieu de s'entendre sur une seule candidature, ainsi que sur la constitution d'une équipe, pour un programme commun, ont voulu tenter leur chance séparément au premier tour. Le chanteur et homme d'affaires Youssou N'Dour, est venu en dernier ajouter son nom à la liste déjà bien longue des candidats, sur le thème fort de la proximité avec le peuple, mais la Cour Constitutionnelle a refusé pour insuffisance de parrainages.

Egypte : l'Assemblée nationale, l'armée, le peuple

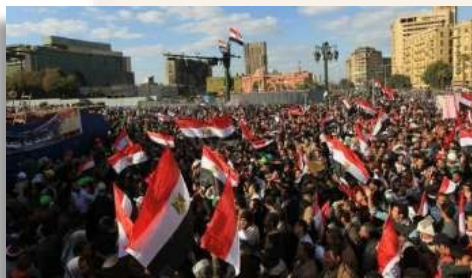
La nouvelle Assemblée Nationale vient de s'installer. Elle est composée à plus des deux tiers par des élus des partis musulmans. L'armée exerce toujours l'essentiel du pouvoir de transition. Le peuple est traversé par des courants divers. La revendication du mieux être y est centrale.

La nouvelle Assemblée Nationale est installée depuis le 23 janvier. Elle est composée à plus des deux tiers par des partis musulmans : les Frères Musulmans en premier, les Salafistes en second. Les partis laïcs qu'ils soient de gauche ou autres y sont minoritairement représentés.

La mise en place de l'Assemblée après un long processus électoral, doit maintenant être suivie à partir de fin de janvier, de l'élection du Sénat, à laquelle succèdera avant l'été 2012 l'élection du Président de la République. Dans cette période essentielle le pouvoir demeure entre les mains de l'armée, qui gouverne à travers les Décrets du Gouvernement transitoire qu'elle a dans la main. Son influence est d'autant plus grande qu'elle détient d'une manière ou d'une autre l'essentiel du pouvoir économique, à travers les

grandes entreprises et les organismes publics et parapublics.

La population, embarquée dans des opérations électorales successives et constatant à la fois l'importance et les limites des changements, est travaillée par des courants divers, aussi bien religieux que laïcs, aussi bien politiques que sociaux. Pour l'essentiel elle aspire à plus de bien-être matériel et à une vraie liberté.



Place Tahrir au Caire

C'est dans ce contexte que s'exprime une revendication quasi générale pour la mise à l'écart et le jugement de tous les responsables du régime Moubarak. Dans le même

esprit, des voix s'élèvent de plus en plus nombreuses pour demander la fin du pouvoir militaire.

Mais sur ce point les partis musulmans ne sont pas désireux d'ouvrir un conflit avec l'armée. Leur priorité est de poursuivre et conforter leur avantage électoral, aussi bien pour les sénatoriales toutes proches que pour les présidentielles à tenir avant fin juin. De plus, on ne peut pas exclure que des liens existent ou se nouent et se renforcent entre les partis musulmans et des responsables de l'armée : entre conflit et coopération, l'avenir est à écrire.

Le peuple qui a déclenché les événements il y a un an mais ne les conduit pas, s'interroge sur ce qu'il en sera pour lui.

82 millions d'Egyptiens, dont le nombre augmente rapidement dans un pays peu doté de ressources naturelles mais bénéficiant d'un taux de croissance économique de 5%, attendent en même temps, une démocratisation rapide et un nouvel élan pour le développement. Ceux qui sont en train de prendre les rennes du pouvoir, auront fort à faire.

La BD « Visions d'Afrique sélectionné dans la liste finale du prix oecuménique de la BD 2012

de Christophe Ngalle Edimo, Umar Timol, Jean-François Chanson, Pov, Jason Kibiswa, Yannick Deubou Sikoué, , L'Harmattan, 2011

"Visions d'Afrique" est un hommage à deux grands textes qui ont marqué l'inconscient collectif (Un avant-poste du progrès de Joseph Conrad et Terre d'ébène d'Albert Londres) et découverte d'un jeune auteur en devenir (Les yeux des autres de Umar Timol). Ce volume

est également l'occasion de découvrir différents talents graphiques et scénaristiques du continent africain.

Le défi de l'ethnisme. Rwanda et Burundi

de Jean-Pierre Chrétien, Karthala, 2012

La première édition de ce livre, en 1997, se présentait comme le prolongement intellectuel du travail de deuil qu'appelaient le génocide des Tutsi et les massacres d'opposants hutu perpétrés au Rwanda en 1994, mais aussi les massa-

cles commis au Burundi en 1993. Seuls les chapitres généraux de la première édition ont été gardés, complétés par une conclusion actualisée.

Jean-Pierre Chrétien, qui a travaillé sur ces pays depuis plus de 40 ans, montre que l'ethnisme relève soit d'une illusion théorique, soit d'une propagande raciste qui, en l'occurrence, débouche sur des pratiques d'exclusion et des massacres de masse. Ce livre rappelle que l'impératif de la recherche, en Afrique comme ailleurs, est de décrypter les fausses évidences.

TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES**Continent**

•23-30 Janvier : conférence ministérielle, puis sommet des chefs d'état et de gouvernement de l'Union Africaine. Election du Président de la commission de l'Union Africaine : Jean PING pour un second mandat, ou Mme ZUMA.

Afrique du nord

•23 janvier : début des travaux de la nouvelle assemblée nationale égyptienne.

Afrique subsaharienne

•9 janvier, Guinée Bissau, décès du Chef de l'état. Le Président de l'assemblée nationale, Raimondo PEREIRA, assure l'intérim en attendant l'élection d'un nouveau Président de la République, qui doit avoir lieu dans les trois mois. ;

•11 janvier, Sénégal : la justice sénégalaise rejette une nouvelle fois la demande d'extradition d'Hissène HABRE, formulée par la justice belge, devant laquelle, sur plainte de citoyens tchadiens, il est mis en accusation pour crimes contre l'humanité ;

•25-29 janvier, à Davos en Suisse, de nombreux Africains dirigeants politiques et des milieux d'affaires, assistent au Forum économique mondial de Davos. ;

•26 janvier, Côte d'Ivoire-France : Visite officielle à Paris, du Président de la République Ivoirienne, Alassane OUATTARA.

**6e Forum Mondial de l'Eau - Partenariat pour le renforcement de la sécurité de l'eau en Afrique 12-16 mars 2012 à Marseille**

L'événement organisé par la Banque africaine de développement avec le concours de l'Union africaine, rassemblera plus de 300 participants, dont des ministres africains des finances et de l'eau, ainsi que des partenaires au développement pour discuter des moyens pour accélérer le développement du secteur de l'eau et de l'assainissement en Afrique.

Le but principal de la conférence est d'accroître le soutien des partenaires au développement et des gouvernements africains pour assurer, de façon générale, la sécurité de l'eau en Afrique et pour améliorer la fourniture de services de base en milieu rural.



Le club du faubourg

Ce club de réflexion et d'initiative dans le domaine international accompagne la lettre de l'Afrique dans sa volonté de contribuer aux échanges et à la solidarité entre la France, l'Europe et l'Afrique.